

EXTRAIT

N° 2025-CC-086

DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

Nombre de
Conseillers :

En
exercice 67

Présents 50

Votants 59

Dont 9 procurations

L'an deux mille vingt cinq le : **Lundi 14 Avril à 18 H 30**
le **Conseil Communautaire dûment convoqué,**
s'est réuni en session **ordinaire** à la MJC de Châtillon en Bazois .

sous la **Présidence de M. Serge CAILLOT, Président.**

Date de convocation : 7 Avril 2025

Etaient présents :

- **Achun** : Denis LARUE
- **Alluy** : Patrice BONNET
- **Aunay en Bazois** : William BARDOT Supplée Patrick CHAUSSAT
- **Avrée** : Georges CHATEAU
- **Biches** : Nicolas DESOINDRE Supplée Annie LECERF
- **Brinay** : Pierre TISSIER-MARLOT
- **Cercy-la-Tour** : Sébastien DESCREAUX, Julien DENOUEL,
Jean-Michel AGEZ, Caroline MARCEAU,
Monique BERNARD,
Marie-Laure PARMENTIER,
Michel MULOT
- **Charrin** : Serge CAILLOT
- **Châtillon-en-Bazois** : Michel MARIE
Christine MASCARELLO,
Jean-Christophe SAVE
- **Chiddes** : /
- **Chougny** : Thierry LAPORTE
- **Dun sur Grandry** : Christina MAURY-JOSSERAND
- **Fléty** : Romain COUGNY
- **Fours** : David BONGARD
- **Isenay** : Pascal PETIT
- **La Nocle-Maulaix** : /
- **Lanty** : Annick BERTRAND
- **Larochemillay** : Nathalie MICHON
- **Limanton** : Patrick REVENEAU
- **Luzy** : Jocelyne GUERIN, Gilles GONIN, Sylvie DELAVELLE,
Florence CHANDIOUX, Thierry DESCOURS,
Floor NUSINK

OBJET :

ACTION SOCIALE :

**TRAVAUX DE
L'ESPACE VESTIAIRES
DE CHATILLON EN
BAZOIS : POURSUITE
DU PROJET**



Certifié exécutoire

Reçu en préfecture
ou en Sous-Préfecture
le : 28 10 41 2025

Publié ou notifié
le : 28 10 41 2025

Envoyé en préfecture le 28/04/2025

Reçu en préfecture le 28/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250414-2025_CC_086-DE

S²LO

.../...

- **Maux** : Paul DUSSAULE
- **Millay** : /
- **Montambert** : Marie-Christine ROY
- **Montapas** : Jean-Pierre FREGUIN
- **Montaron** : Thierry BEUGNON
- **Mont et Marré** : /
- **Montigny sur Canne** : Antoine-Audoin MAGGIAR

- **Moulins-Engilbert** : Marie-Claire RANVIER, Jean-Paul LAMBOURG,
Elisabeth JOSSE

- **Ougny** : Michel DURAND
- **Poil** : /
- **Préporché** : /
- **Rémilly** : Jean-Paul MARGERIN
- **Saint Gratien Savigny** : Jean-Paul REVERDIAU
- **Saint Hilaire Fontaine** : /

- **Saint Honoré les Bains** : Didier BOURLON

- **Saint-Seine** : Serge SAUVAGET
- **Savigny Poil Fol** : /
- **Semelay** : Guy LAFFAYE
- **Sermages** : Dominique STRIESKA
- **Tamnay en Bazois** : Christian SIMONET
- **Tazilly** : /
- **Ternant** : /
- **Thaix** : /
- **Tintury** : Pascale CHAMARD
- **Vandenesse** : Audrey BILLOUÉ
- **Villapourçon** : Patrick LORGÉ

Envoyé en préfecture le 28/04/2025

Reçu en préfecture le 28/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250414-2025_CC_086-DE



Procurations de :

- 1 – M. Hervé GARÇON à M. Serge SAUVAGET
- 2 – M. Sylvain BONNODOT à M. Thierry LAPORTE
- 3 – M. Frédéric LEMOINE à M. David BONGARD
- 4 – M. Pascal PERRIN à M. Serge CAILLOT
- 5 – Mme Danièle NIVOT à Mme Nathalie MICHON
- 6 – M. Jean-Jacques LAMALLE à M. Didier BOURLON
- 7 – M. Bernard LEBLANC à M. Romain COUGNY
- 8 – M. Olivier FAURE à Mme Jocelyne GUERIN
- 9 – M. Serge DUCREUZOT à M. Michel MULOT

ACTION SOCIALE : TRAVAUX DE L'ESPACE

VESTIAIRES DE CHATILLON EN BAZOIS :

POURSUITE DU PROJET

M. Jean-Christophe SAVE, conseiller communautaire délégué à l'action sociale, explique que les travaux de l'espace vestiaire de Chatillon en Bazois n'ont pas démarré. En effet, l'architecte nous a informé qu'il est nécessaire de faire une étude de sol « PRO » pour avoir les prescriptions pour poser des micro-pieux. Ces derniers semblent également nécessaires.

Cette étude de sol coûte 3 070 € HT et nécessite des délais supplémentaires. Pour l'instant, elle n'a pas été lancée. Les micro-pieux nécessiteraient un avenant à la hausse avec l'entreprise de maçonnerie.

Par ailleurs, la Communauté de Communes a signé, le 21 juillet 2022, un acte d'engagement pour le marché de maîtrise d'œuvre, avec le cabinet TEMPLE ARCHITECTURE pour un total de 14 200.00 € HT, dont 9 600.00 € HT ont été exécutés, et 4 600 € HT restent à exécuter.

Et en juillet 2024, les actes d'engagement pour des marchés de travaux relatifs au projet ont été signés pour 89 557.11 €. Ces marchés ont été notifiés, mais aucun ordre de service n'a été émis.

La question d'un abandon de chantier se pose. Dans cette hypothèse, il convient de prendre en compte, d'une part, le contrat de maîtrise d'œuvre, et, d'autre part, les marchés de travaux.

1) Maîtrise d'œuvre :

Le contrat de maîtrise d'œuvre ne comporte pas de CCAP. Il faut donc faire référence dans ce cas au CCAG, présumé de maîtrise d'œuvre.

Compte tenu de la nécessité de résilier le marché de maîtrise d'œuvre pour intérêt général, l'article 31 du CCAG s'applique :

Lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le maître d'œuvre a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors TVA du marché, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, **à défaut, de 5%**.

Le maître d'œuvre a droit, en outre, à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité dans un délai de quinze jours après la notification de la résiliation du marché.

Ces indemnités sont portées au décompte de résiliation, sans que le maître d'œuvre ait à présenter une demande particulière à ce titre.

Il serait dû à l'architecte :

- Une indemnisation de 5 % des prestations non engagées, soit $5 \% \times 4\,600 \text{ €} = 230 \text{ €}$
- D'éventuels frais à condition qu'il soient justifiés.

2) Travaux :

En ce qui concerne le marché de travaux, en l'absence de mentions dans le CCAP, il faut appliquer l'article 50.4 du CCAG

.../...

50.4. Résiliation pour motif d'intérêt général :

Lorsque le maître d'ouvrage résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage fixé par les documents particuliers du marché ou, **à défaut, de 5 %**.

Le titulaire a droit, en outre, **à être indemnisé de la part des frais et investissements, éventuellement engagés pour le marché et strictement nécessaires à son exécution**, qui n'aurait pas été prise en compte dans le montant des prestations payées. Il lui incombe d'apporter toutes les justifications nécessaires à la fixation de cette partie de l'indemnité.

Le titulaire doit, à cet effet, présenter une demande écrite, dûment justifiée, dans le délai de deux mois à compter de la notification de la décision de résiliation.

Compte tenu du montant total des travaux, l'indemnité globale, à répartir entre les lots, serait de :

-89 557.11 € * 5 % = 4 477.85 €
-D'autres dépenses dûment justifiées.

Pénalités totales :
4 477.85 + 230 = 4 707.85 €

Par ailleurs des frais ont été engagés et des subventions obtenues.

Voici le comparatif pour la CCBLM en cas de continuité du projet et en cas d'arrêt du projet.

si continuité du projet	
Dépenses	
Objet	Montant HT
Coût travaux suite à l'ouverture des plis	89 557,11 €
SPS et CT	4 040,00 €
Maitrise d'Œuvre dont 7740+3 720 TTC € Payé	14 200,00 €
BET fluide TRAMIER PAYE payé	4 900,00 €
Etude de sol complémentaire	3 070,00 €
micro-ploux potentiel estimation	15 000,00 €
TOTAL	130 767,11 €
Recettes	
Objet	HT
DETR	30 827,00 €
CD58 contrat 2021-2023 versé	1 011,50 €
CD58 Contrat 2023-2027	3 988,50 €
CCBLM participation du centre social acté	28 537,00 €
CCBLM participation du centre social supplémentaire	10 000,00 €
CARSAT	25 640,00 €
FCTVA	
Reste à charge BLM	30 763,11 €
TOTAL	130 767,11 €
Si arrêt du projet	
Montant payé	15 472,04 €
Pénalités	4 707,85 €
TOTAL	20 179,89 €
subvention DETR déjà perçue à rendre	9 248,10 €
Subvention CD58 déjà perçue soldée	1 011,50 €

A noter que la subvention CARSAT et DETR impose une fin de travaux le 15/11/2025 (justificatif compris).

Enfin, la Communauté de Communes ne récupérerait pas le FCTVA sur les dépenses de maîtrise d'œuvre, soit environ 1 800 € à 2 000 €.

L'avis du Centre social du Bazois a été sollicité.

Après en avoir délibéré, le conseil communautaire décide de ne pas poursuivre le projet d'espaces vestiaires.

Voix pour 0, abstentions 33, contre 26

Envoyé en préfecture le 28/04/2025

Reçu en préfecture le 28/04/2025

Publié le

ID : 058-200067882-20250414-2025_CC_086-DE



**La Secrétaire de Séance,
Christine MASCARELLO.**



**Pour copie certifiée conforme,
Fait à Moulins-Engilbert,
Le 14 Avril 2025**

**Le Président,
Serge CAILLOT.**